

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/REG3/2/Add.1**

23 avril 1997

(97-1756)

---

**Comité des accords commerciaux régionaux**

Original: anglais

## ELARGISSEMENT DES COMMUNAUTES EUROPEENNES ADHESION DE L'AUTRICHE, DE LA FINLANDE ET DE LA SUEDE

### Questions et réponses

#### Addendum

Le présent document contient les réponses fournies par les Communautés européennes et leurs Etats membres aux questions écrites adressées par les Membres concernant les aspects du Traité d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union européenne relatifs au commerce des services.

Les références au "job 510"\* figurant dans les questions renvoient aux documents que les Communautés européennes et leurs Etats membres ont communiqués le 31 janvier 1997 et qui contiennent la Liste d'engagements spécifiques et la Liste d'exemptions de l'article II (NPF).

---

#### Avant-propos

Le présent document contient les réponses aux questions qui étaient suffisamment spécifiques et détaillées pour qu'il soit possible d'y répondre. Etant donné que tous les Membres avaient reçu les listes codifiées dans le courant de janvier 1997, les domaines susceptibles de les préoccuper auraient dû pouvoir être recensés. Répondre à des questions dans l'abstrait ne facilite pas l'examen du processus d'élargissement.

Les réponses sont groupées en fonction des engagements spécifiques de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, respectivement, et non selon le pays qui a posé les questions, car certaines d'entre elles se recoupent.

Avant de répondre aux questions spécifiques et après avoir évoqué quelques points d'ordre général soulevés à propos de l'élargissement de la Communauté européenne de 12 à 15 Etats membres, on donne ci-dessous des indications sur la manière dont il convient de considérer le niveau général de libéralisation.

---

\*Anglais seulement.

**I. Questions/observations générales**

- 1. L'article V:4 de l'AGCS dispose que l'accord commercial régional ne relèvera pas, à l'égard de tout Membre en dehors de l'accord, le niveau général des obstacles au commerce des services dans les secteurs ou les sous-secteurs respectifs par rapport au niveau applicable avant un tel accord. Y a-t-il des secteurs ou sous-secteurs dans lesquels le niveau général des obstacles a été relevé à l'égard d'un pays tiers en dehors de l'accord du fait de l'élargissement de l'Union européenne?**
- 2. Le Traité d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à la Communauté européenne prévoit-il l'élimination pour l'essentiel de toute discrimination entre les parties au sens de l'article V:1 b) de l'AGCS? Veuillez préciser les exemptions accordées dans des secteurs de services aux nouveaux membres et les mesures discriminatoires qui subsistent entre les parties.**
- 3. Un examen de la liste d'engagements spécifiques CE des 15 montre que certaines modifications ont été apportées à la liste des trois pays adhérents, à la suite de la codification des listes concernant les services, notamment dans les domaines des services fournis aux entreprises et des services de transport. La CE peut-elle indiquer pour chacun des membres adhérents les secteurs et les modes pour lesquels les engagements ont été modifiés du fait de l'adhésion.**

**Pour chaque modification ainsi indiquée, et en particulier dans les cas où pour un pays adhérent on est passé d'une absence de limitation concernant l'accès aux marchés ou le traitement national à une absence de consolidation, veuillez expliquer pourquoi les engagements précédents des membres adhérents ont été modifiés.**

Du seul fait de l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à la Communauté européenne de 12 Etats membres, le niveau de libéralisation offert aux pays tiers a été sensiblement relevé.

En effet, les fournisseurs de services de pays tiers peuvent désormais avoir accès au marché communautaire par le biais du marché des 15 Etats membres, et, à partir de là, conformément aux principes du marché interne, exercer librement leurs activités dans l'ensemble de la Communauté européenne. Cela représente un important progrès sur le plan économique, du fait que l'Autriche, la Finlande et la Suède, respectivement, ont déjà atteint un niveau élevé de libéralisation et que les opérateurs de services qui étaient déjà établis ou exerçaient des activités dans ces pays ont désormais accès à l'ensemble du marché de la Communauté européenne. La dynamique créée par le marché interne vaut en particulier pour des secteurs de services importants tels que la banque, l'assurance, les valeurs mobilières, les télécommunications, les services de distribution et les activités touristiques.

L'intégration de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède au marché unique de la CE dans le domaine des services représente en soi une amélioration du niveau général de libéralisation à l'égard des pays tiers.

Dans le Traité d'adhésion, aucun secteur de services ou mode de fourniture n'est exclu: la libéralisation des services se fait sur la base des quatre libertés inscrites dans le Traité de Rome en matière de droit d'établissement, de prestation de services, de mouvement des capitaux et de mouvement des personnes. La seule mesure transitoire concernant les services vise le transport terrestre dans le cas de l'Autriche (régime spécial pour les camions transitant par le pays). L'examen du processus d'élargissement devrait donc être fondé sur l'article V:4, ce qui équivaut à effectuer une comparaison entre le niveau général de libéralisation avant et après l'adhésion.

Il a déjà été indiqué que, du simple fait de l'adhésion, le niveau général de libéralisation a été amélioré. D'après les questions posées, il est également évident que la codification de la liste d'engagements a été effectuée de manière correcte: la plupart des changements signalés concernent l'inscription des engagements et le mode de présentation.

Le seul domaine dans lequel théoriquement on pourrait estimer qu'il y a reculé de la libéralisation est celui du transport spatial. Il faut juger d'après les faits: l'engagement pris n'a pas d'incidence économique et sur aucun aspect il n'y a pour l'instant de libéralisation multilatérale effective. Nous voudrions savoir quels sont les Membres qui pourraient avoir été touchés.

De même, outre le relèvement du niveau général de libéralisation, des améliorations spécifiques ont été apportées, notamment par l'Autriche. C'est le cas, par exemple, en ce qui concerne la maintenance du matériel de transport ferroviaire et les services financiers.

## **II. Engagements spécifiques de l'Autriche**

- 4. Le secteur du traitement des données dans les services de télécommunication à valeur ajoutée et les services de transport spatial qui figuraient dans la précédente liste (GATS/SC/7) sont supprimés dans la liste codifiée incorporant les listes de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède. Quelles sont les raisons de cette suppression?**
- 5. Services de télécommunication (page 55 du job 510): le service de traitement des données ne figure pas sur la liste codifiée, alors qu'il était inscrit sur la liste de l'Autriche. Ce service devrait figurer sur la liste de l'UE (conformément à l'article V:4 de l'AGCS, l'accord régional ne devrait pas relever le niveau des obstacles au commerce dans les secteurs et sous-secteurs).**

L'engagement de l'Autriche concernant le traitement des données a été supprimé de l'engagement concernant les services à valeur ajoutée, car cette activité était considérée comme relevant des télécommunications de base. A la suite des négociations sur les télécommunications de base, l'Autriche a pris un engagement sans limitation en ce qui concerne le traitement des données (voir le document S/GBT/W/1/Add.1/Rev.2). Cet engagement est donc rétabli à compter du 1er janvier 1998.

- 6. Transport spatial (CPC 733): ce secteur devrait être inclus, car il figurait sur la liste de l'Autriche (voir les arguments présentés dans la question 5).**
- 7. Nous constatons que la liste initiale de l'Autriche contenait des engagements concernant le transport spatial (CPC 733), mais que ce secteur ne figure pas sur la liste de la CE des 15. La Communauté européenne peut-elle indiquer tous les secteurs (sous-secteurs) qui figuraient sur les listes des membres adhérents et qui ne sont pas inscrits sur la liste de la CE des 15. Veuillez expliquer pourquoi les précédents engagements des membres adhérents n'ont pas été conservés.**

L'engagement pris par l'Autriche concernant le transport spatial a été supprimé, en raison de l'absence de concessions équivalentes de la part des autres signataires de l'AGCS dans ce secteur. Compte tenu de l'incidence limitée de l'engagement pris par l'Autriche dans ce secteur en général, il a été jugé préférable de supprimer cet engagement mineur, plutôt que de maintenir un engagement différencié en matière d'accès aux marchés au sein de la Communauté européenne.

- 8. Pour les services suivants, les limitations spécifiques concernant le mode 4 ne sont pas mentionnées (selon la liste de l'Autriche, ce devrait être "présence commerciale obligatoire"):**

**Page 47 (du job 510) Services annexes aux industries manufacturières**

**Page 49 Services d'enquêtes**

**Page 54 Services de recouvrement de dettes**

**Page 67 Services de lutte contre le bruit**

La limitation "présence commerciale requise" imposée dans un certain nombre de secteurs de services pour le mode 4 a été supprimée car elle faisait double emploi avec les limitations générales indiquées sous "engagements horizontaux" pour ce mode.

9. **Dans l'ancienne liste, s'agissant des services de location simple ou en crédit-bail d'aéronefs, sans équipement, il n'y avait pas de restriction concernant l'accès au marché pour le mode 3. Dans la nouvelle liste (page 41 du job 510), il est indiqué, à ce sujet, que les aéronefs doivent appartenir soit à des personnes physiques qui satisfont à des critères précis de nationalité, soit à des personnes morales qui satisfont à des critères particuliers concernant la propriété du capital et le contrôle de la société (y compris la nationalité des directeurs). Quelles sont les raisons de cette modification?**

La limitation concernant la fourniture de services de location d'aéronefs a été ajoutée dans le cas de l'Autriche en raison de la législation communautaire que tous les Etats membres, y compris la Finlande et la Suède, appliquent à la fourniture de tels services. Elle ne constitue pas un obstacle supplémentaire concernant les conditions d'établissement d'un fournisseur de services de location d'aéronefs d'un pays tiers: celles-ci restent inchangées. Elle vise uniquement à spécifier que les aéronefs que le fournisseur de services propose à la location doivent être conformes à certaines règles d'origine.

### **III. Engagements spécifiques de la Finlande**

10. **En ce qui concerne les secteurs ci-après, les limitations concernant le traitement national pour le mode 4 ne figuraient pas dans la liste précédente. Dans la nouvelle liste, par contre, il est précisé qu'il n'y a pas de consolidation, sauf comme indiqué sous "engagements horizontaux" et sous réserve de limitations particulières. Quelles sont les raisons de ces modifications?**

- d) services d'architecture (page 26 du job 510)
- e) services d'ingénierie (page 27)
- f) services intégrés d'ingénierie (page 28)
- g) services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère (page 28)
- k) autres - services connexes de consultations scientifiques et techniques (page 36)
- a) services de consultations en matière d'installation des matériels informatiques (page 36)
- b) services de réalisation de logiciels (page 36)
- c) services de traitement de données (page 37)
- d) services de bases de données, entretien et réparation (page 37)
- e) autres services informatiques (page 37)
- b) services de recherche et développement en sciences sociales et sciences humaines (page 38)
- a) (services immobiliers) se rapportant à des biens propres ou loués (page 39)
- b) (services immobiliers) à forfait ou sous contrat (page 40)
- d) (services de location) d'autres machines et matériels (page 42)
- a) publicité (page 43)
- b) études de marché et sondages
- c) services de conseil en gestion (page 44)
- d) services connexes aux services de consultation en matière de gestion

- e) services d'essais et d'analyses techniques
- h) services de conseils et de consultations concernant les industries extractives (page 46)
- l) services de sécurité (page 50)
- n) maintenance et réparation de matériel (page 51)
- o) services de nettoyage de bâtiments
- h) services à valeur ajoutée, courrier électronique, audiomessagerie téléphonique, recherche d'informations permanente et serveurs de base de données, échange électronique de données, conversion de codes et de protocoles (page 55)
- a) services de courtage (page 58)
- b) services de commerce de gros
- c) services de commerce de détail (page 59)
- d) franchisage (page 60)
- b) services d'enlèvement des ordures (page 65)
- services d'épuration des gaz d'échappement (page 66)
- d) autres services de protection de l'environnement (page 68)
- a) hôtellerie, restauration et services de traiteur (page 91)
- b) services d'agences de voyages et d'organismes touristiques (page 92)
- b) services d'agences d'information et de presse (page 94)
- d) services sportifs et autres services récréatifs, sauf services de jeux et paris (page 95)

Mention de l'absence de consolidation sauf comme indiqué sous "engagements horizontaux" et sous réserve de limitations particulières: aucune des indications concernant le traitement national pour le mode 4 n'a été modifiée dans le cas de la Finlande (FIN) ni, en fait, pour les autres Etats membres.

- 11. Dans le secteur des services de conseils juridiques sur le droit du pays d'origine et le droit international public, il n'y avait pas dans la liste précédente de limitations concernant l'accès aux marchés pour le mode 1. Dans la nouvelle liste (page 16 du job 510), il est, par contre, fait état d'une absence de consolidation pour la prestation de services juridiques en qualité de membre du Barreau. Quelles sont les raisons de cette modification?**

Engagement concernant les services juridiques: non consolidé pour le mode 1. Cette entrée a été modifiée, et au lieu d'indiquer "néant" il est fait état d'une absence de consolidation pour la prestation de services juridiques en qualité de membre du Barreau. Sur le fond, la portée de cet engagement n'a absolument pas été modifiée: tout service de Conseil juridique peut toujours être assuré, en Finlande, sur une base transfrontières. Ce que l'on ne peut pas faire c'est fournir des services juridiques en qualité de membre du Barreau, car pour cette activité, comme il est actuellement indiqué pour les modes 3 et 4, il y a des prescriptions en matière de citoyenneté et de résidence. La modification a été apportée par souci de précision et de cohérence dans l'établissement de la liste. Dans la pratique, cela revient à dire "néant, excepté ...", mais ce n'est pas ainsi que l'on procède dans la liste. Il est donc fait état d'une absence de consolidation, mais uniquement pour les membres du Barreau.

- 12. Dans le secteur des services de sécurité, l'accès au marché était autorisé pour le mode 1 à condition que les fournisseurs de services étrangers établissent des succursales ("obligation d'établissement"). Cela a été modifié dans la nouvelle liste (page 49 du job 510) ou il est indiqué qu'il n'y a pas de consolidation. Quelles sont les raisons de cette modification?**

Dans ce secteur des services de sécurité, on a remplacé, dans la colonne des limitations concernant le traitement national, pour le mode 1, la mention "néant" par une indication d'absence de consolidation. Quelles sont les raisons de cette modification?

- 13. Services de sécurité (page 49). Pour la Finlande, seule la sous-classe 87305 de la CPC est indiquée pour le secteur "services de sécurité (parties de CPC 873)". Dans le cas de ce pays, l'engagement devrait être consolidé au moins pour les sous-classes 87302 ("services de consultations en matière de sécurité") et CPC 87309 ("autres services de sécurité") de la CPC.**

La condition imposée par la Finlande pour la fourniture de services de sécurité sur une base transfrontières, c'est-à-dire l'obligation d'établissement, signifie que la fourniture transfrontières n'est pas possible (pas de consolidation). Pour des raisons tenant à l'élaboration de la liste et par souci de cohérence avec les indications données par les autres Etats membres, cette obligation a été supprimée. Sur le fond, cette suppression ne modifie en rien l'engagement de la Finlande.

S'agissant des services de sécurité visés, l'engagement de la Finlande concernait des "parties de CPC 873". Dans la liste de la CE des 12, chaque fois que l'offre portait uniquement sur une partie de la CPC, il était précisé laquelle. Pour assurer la cohérence avec cette méthode d'établissement des listes, il est désormais spécifié que l'engagement de la Finlande concernant les services de sécurité porte sur les activités correspondant à la sous-classe 87305, c'est-à-dire les services de garde. Absolument rien n'indique, comme la Suisse le laisse entendre, que cet engagement devrait viser également les activités relevant des sous-classes 87302 et 87309 de la CPC.

- 14. Dans la précédente liste de la Finlande (GATS/SC/33), le secteur des services d'administration d'expositions figurait parmi les autres services fournis aux entreprises. Pour quelles raisons a-t-il été supprimé dans la nouvelle liste?**

L'engagement concernant les services d'administration d'expositions est entièrement repris, mais il est classé sous services de congrès (voir page 53 de la liste de la CE des 15).

#### **IV. Engagements spécifiques de la Suède**

- 15. Dans la colonne des limitations concernant l'accès aux marchés et dans celle des limitations concernant le traitement national, s'agissant des services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance), pour le mode 4, au lieu de la mention "néant" il est maintenant fait état d'une absence de consolidation, sauf comme indiqué sous "engagements horizontaux et sous réserve de conditions et de limitations particulières" (page 87 de la nouvelle liste - job 510). Quelles sont les raisons de cette modification?**

Dans le cas de l'engagement de la Suède concernant les services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance) pour ce qui est de l'accès aux marchés et du traitement national selon le mode 4 à la place de la mention "néant" il est maintenant fait état d'une absence de consolidation, sauf comme indiqué sous "engagements horizontaux" parce que désormais la Suède prend également des engagements en ce qui concerne le mouvement des personnes pour les services financiers conformément à l'engagement horizontal général, plutôt qu'en application du point 9 du Mémoire d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers. Il s'agit en fait d'un relèvement du niveau de libéralisation offert par la Suède, qui découle de l'adoption de la liste de la CE.

- 16. En ce qui concerne les services de spectacles, il n'y avait pas de limitations concernant l'accès aux marchés ni de limitations concernant le traitement national pour le mode 4. Dans la nouvelle liste (page 93 du job 510), il y a, par contre, une indication d'absence de consolidation. Quelles sont les raisons de cette modification?**

En ce qui concerne les services de spectacles, l'engagement de la Suède pour le mode 4 n'a pas été modifié et reste tel qu'il était spécifié sous "engagements horizontaux".

- 17. Dans la colonne des limitations concernant l'accès aux marchés, s'agissant des services photographiques, pour le mode 1, au lieu de la mention "néant" il est maintenant fait état d'une absence de consolidation, sauf pour la photogrammétrie (page 52 de la nouvelle liste). Quelles sont les raisons de cette modification?**

S'agissant des services photographiques, la seule activité qui peut faire l'objet d'une fourniture transfrontières concerne la photogrammétrie. Les autres activités relevant du groupe 875 de la CPC ne se prêtent pas, d'un point de vue technique, à la fourniture transfrontières, et la Suède s'est en conséquence alignée sur l'indication donnée par la CE des 12. Le niveau de libéralisation n'a donc pas été modifié.

**V. Exemptions de l'obligation NPF**

- 18. En ce qui concerne les exemptions de l'obligation NPF, nous constatons qu'aucun des membres adhérents ne bénéficiait, avant l'adhésion, d'une telle exemption pour l'assurance directe autre que sur la vie. Toutefois, il semblerait qu'ils sont maintenant visés par l'exemption accordée à la CE dans ce secteur. Veuillez indiquer pour quelle raison cette exemption est étendue aux trois pays adhérents.**
- 19. Veuillez fournir une liste de toutes les exemptions de l'obligation NPF additionnelles dont les membres adhérents se prévaudront du fait de leur adhésion.**

La seule question concrète reçue qui nous a été communiquée au sujet de la liste d'exemptions de l'obligation NPF a trait à l'exemption de l'obligation NPF concernant l'assurance directe autre que sur la vie. Cette exemption dont la CE des 12 se prévaut doit, étant donné la façon dont fonctionne le marché interne pour les services d'assurance (licence unique), automatiquement être étendue aux nouveaux Etats membres. Il s'agit non pas d'une nouvelle exemption, mais de l'extension d'une exemption existante assurant à la Suisse le même traitement que celui qu'accordait la CE des 12. Ce traitement n'affecte en rien le niveau général de libéralisation offert par la CE ou par l'Autriche, la Finlande et la Suède respectivement aux fournisseurs de services de pays tiers dans le domaine de l'assurance autre que sur la vie; il ne s'agit que d'une extension du traitement accordé à l'époque par les 12 Etats membres à la Suisse, et vice versa. La libéralisation offerte par l'Autriche, la Finlande et la Suède respectivement n'a nullement été modifiée pour ce qui est de la prestation de services d'assurance directe autre que sur la vie par les fournisseurs de pays tiers.